

**Travaux de rénovation d'un logement de fonction**

**Lot 2 : Electricité**

**MARCHE N° : 2015-11**

**N ° D'ENGAGEMENT JURIDIQUE:**

**Code CPV:**

**45311200-2**

**MONTANT TOTAL EN € HT**

**TITULAIRE**

**NOTIFIÉ LE :**

Ces rubriques seront renseignées par la personne publique

Le présent contrat comporte 24 pages numérotées de 1 à 24.

Marché conclu en application des dispositions de l'article 28 du code des marchés publics (décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006).

Entre les soussignés :

**Les musées et domaine nationaux des châteaux de Compiègne et Blérancourt**

Service à compétence nationale créé par l'arrêté du 3 mars 1999

situé:

Place du Général de Gaulle  
60200 COMPIEGNE

Immatriculée sous le numéro de SIRET :

1 6 0 0 4 6 0 7 4 0 0 3 4 2

représenté par son directeur Monsieur Emmanuel STARCKY, nommé par arrêté du 12 mai 2005,

ci-après dénommé le SCN,

d'une part,

Et

**Si le candidat se présente seul (Attention, partie à renseigner):**

La société .....

Forme juridique de la société : .....

Dont le siège social est situé :

.....

Tél : ..... Fax : .....

Courriel : .....@.....

Immatriculée sous le numéro de SIRET :

.....

TVA Intracommunautaire :

F R .....  
.....

représentée par (1) : .....

en qualité de : .....

ci-après dénommée le « **prestataire** »,

d'autre part,

(1) Joindre le pouvoir.

**Si le candidat se présente groupé :**

Le candidat est informé que la forme juridique de « groupement d'entreprises solidaires » sera imposée au groupement éventuellement attributaire.

La société .....  
Forme juridique de la société : .....

Dont le siège social est situé :

.....  
.....

Tél : ..... Fax : .....

Courriel : .....@.....

Immatriculée sous le numéro de SIRET : 

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|

|  |  |
|--|--|
|  |  |
|--|--|

TVA Intracommunautaire : 

|   |   |
|---|---|
| F | R |
|---|---|

|  |  |
|--|--|
|  |  |
|--|--|

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|

représentée par (1) : .....

en qualité de : .....

**ET**

La société .....  
Forme juridique de la société : .....

Dont le siège social est situé :

.....  
.....

Tél : ..... Fax : .....

Courriel : .....@.....

Immatriculée sous le numéro de SIRET : 

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|

|  |  |
|--|--|
|  |  |
|--|--|

TVA Intracommunautaire : 

|   |   |
|---|---|
| F | R |
|---|---|

|  |  |
|--|--|
|  |  |
|--|--|

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|

|  |  |  |
|--|--|--|
|  |  |  |
|--|--|--|

représentée par (1) : .....

en qualité de : .....

**NB : si le groupement comprend plus de deux membres, reproduire cette page en autant d'exemplaires que nécessaire.**

**Si le candidat présente un ou des sous-traitant(s), remplir l'acte spécial de sous-traitance annexé en fin de contrat. Si le candidat présente plusieurs sous-traitants, reproduire l'acte spécial en autant d'exemplaires que nécessaire.**

(1) joindre les pouvoirs

**Répartition des paiements (rayer la mention inutile) :**

- paiement au mandataire (répartition des paiements à indiquer par un document que le groupement candidat joindra à son offre)

**ou**

- paiement à chaque membre du groupement (répartition des paiements à indiquer par un document que le groupement candidat joindra à son offre)

**NB : si le groupement comprend plus de deux membres, reproduire ces deux pages en autant d'exemplaires que nécessaire.**

**Si le candidat présente un sous-traitant, remplir l'acte spécial de sous-traitance annexé en fin de contrat. Si le candidat présente plusieurs sous-traitants, reproduire l'acte spécial en autant d'exemplaires que nécessaire.**

## ENGAGEMENTS DU PRESTATAIRE (DES MEMBRES DU GROUPEMENT) ET, LE CAS ECHEANT, DU OU DES SOUS-TRAITANT(S)

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

- **Condamnation définitive :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

- **Lutte contre le travail illégal :**

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

- **Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés :** pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

- **Liquidation judiciaire :** ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

- **Redressement judiciaire :** ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

- **Situation fiscale et sociale :** avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

- **Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes :**

1 ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;

2 avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

- que les renseignements fournis dans le formulaire DC2, et ses annexes, sont exacts.

**Le prestataire s'engage en outre à produire tous les six (6) mois , ou dès que leur date de validité est dépassée, ces mêmes attestations via la plateforme www.e-attestations.com.**

**Le prestataire s'engage à fournir au moment de la notification via la plateforme www.e-attestations.com. une attestation d'assurance en cours de validité couvrant les risques professionnels pendant la durée du contrat ainsi que toutes les attestations obligatoires même dans le cadre d'un procédure « marché public simplifié » (MPS).**

**Le prestataire déclare avoir lu les documents composant le dossier de consultation, les accepter dans leur intégralité et n'émettre aucune réserve.**

## **ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES**

Le projet concerne les travaux de rénovation d'un logement de fonction sis 1, rue de l'Arquebuse à Compiègne (60 200).

La surface du logement est de 106.50 m<sup>2</sup>.

### **1.1 – Objet du marché**

La description des travaux à envisager se trouve au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **1.2 – Décomposition en tranches et lots**

L'opération comprend les trois lots suivants :

**Lot 1 : Plomberie**

**Lot 2 : Électricité**

**Lot 3 : Peinture – Revêtements de sols**

Chaque lot fait l'objet d'un marché séparé.

Le **présent marché concerne le lot 2** qui n'est pas découpé en tranches.

### **1.3 – Forme du marché**

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

### **1.5 Correspondant de l'administration**

La correspondante de l'administration est Mme Jocelyne François, chargée du suivi des travaux (03 44 38 75 96, [jocelyne.francois@culture.gouv.fr](mailto:jocelyne.francois@culture.gouv.fr)).

### **1.6 Contraintes du site**

#### *1.6.1 Accès*

Le titulaire est informé que ses salariés doivent se présenter chaque matin au poste d'accueil des entreprises du château de Compiègne pour obtenir un badge «entreprise» en contrepartie de la remise d'une pièce d'identité. De même chaque soir, les salariés, remettent leur badge.

Le titulaire doit fournir au SCN, dans les **quinze (15) jours** calendaires à compter de la notification du marché et à chaque modification, la liste des véhicules indiquant la marque, le modèle et l'immatriculation. Elle doit être réactualisée autant que de besoin.

**Seuls les véhicules de la société sont autorisés sur les parkings privés. Les véhicules personnels des salariés de l'entreprise n'y sont pas autorisés.**

Le personnel doit utiliser les parcours et les accès désignés par le SCN, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de l'établissement que celles où il doit précisément intervenir.

Tout manquement à ces règles entraîne l'imputation des réparations nécessaires au titulaire.

Les prestations seront effectuées en jours ouvrables:

- 8 h 30 – 17 h, avec pause méridienne de 12 h à 13 h 30
  - 9 h 30 – 18 h, avec pause méridienne de 12 h à 13 h 30
- et les dimanches et jours fériés :
- 9 h 30 – 18 h, avec pause méridienne de 12 h à 13 h 30

## **ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

### **2.1 - Pièces particulières**

- le présent marché valant acte d'engagement,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- le mémoire technique,
- le plan
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

### **2.2 - Pièces générales**

**Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au marché :**

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009.

## **ARTICLE 3 - PRIX**

### **3.1 – Contenu des prix du marché**

Par le seul fait de soumissionner, le titulaire reconnaît :

- qu'il a pris connaissance de la totalité des pièces constitutives du marché,
- qu'il s'est rendu sur place et a apprécié toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et lieux où s'exécutent les travaux.

Les prix unitaires sont exprimés hors T.V.A. Ils sont forfaitaires et comprennent notamment les frais généraux de l'entreprise, les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au bon fonctionnement et au maintien des équipements, les frais de personnel, les frais de déplacement et de séjour, les fournitures, les produits, les matériels nécessaires à l'exécution des travaux compris le coût du balisage du chantier, des échafaudages, protections, manutentions, de la remise en état des lieux après le montage et le démontage et les assurances.

Chaque prix doit tenir compte entre autres :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, depuis la notification du marché jusqu'à la fin du chantier (montage, démontage),
- de la fourniture de tous éléments annexes, provisoires ou complémentaires, qui bien que ne figurant pas dans les pièces contractuelles, s'avèreraient nécessaires à l'exécution des ouvrages dans les règles de l'art,

- des conditions de circulation, d'accès et de stationnement à proximité des travaux,
- des conditions particulières d'exécution des travaux projetés: très bonne tenue du chantier, apparence extérieure soignée et grande propreté,
- de la nécessaire remise en état des lieux après montage et démontage des ouvrages,
- de toutes les dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération et de celles mises à la charge de l'entrepreneur par les différents documents contractuels telles que (sans être limitatives) :
- modifications éventuelles des ouvrages entraînées par l'intervention des divers corps d'état (nécessité de coordination des ouvrages dans l'espace),
- frais d'études techniques et de synthèse et frais d'établissement des plans d'exécution, de fabrication et de mise en œuvre,
- fourniture d'échantillons des composants proposés, et présentation de prototypes indiqués dans le CCTP,
- incidences résultant des demandes et observations de la maîtrise d'œuvre et du contrôleur technique,
- les éventuels essais de portance ou d'amarrage au sol,
- frais de nettoyage, d'enlèvement des déchets et emballages.

### **3.2 Règlement du prix des ouvrages faisant l'objet du marché**

Les ouvrages faisant l'objet du marché sont réglés par un prix global et forfaitaire.

### **3.3- Variation des prix**

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

### **3.4 – Mois d'établissement des prix**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **septembre 2015** appelé « mois zéro ».

### **3.5– Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Le montant des prestations toutes taxes comprises est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur selon la réglementation.

## **ARTICLE 4- MODALITES DE REGLEMENT**

### **4.1 Modalités de paiement**

Le règlement des prestations du prestataire intervient à l'issue des prestations.

### **4.2 Remise des factures**

La facture est transmise dans un délai de **sept (7) jours** suivant la fin de la prestation.

Dans le cadre de la modernisation de l'économie et dans un souci d'amélioration des délais de paiement, l'État s'engage résolument dans la **dématérialisation du traitement de ses factures**. Cette orientation permet d'accélérer la mise en paiement des factures des fournisseurs de l'État.

La facture dématérialisée revêt une valeur légale et probante. Outre les gains financiers d'édition et d'envoi postal, cette procédure, respectueuse de l'environnement, vous permet de suivre directement l'état d'avancement du traitement de vos factures via la solution «**Chorus Factures**» (espace personnel sur un portail dédié),

Pour les prochaines factures relatives au présent contrat, vous pourrez (et ce gratuitement) les saisir directement ou les déposer au format pdf sur le portail «Chorus Factures» via votre espace personnel.

Quelle que soit la taille de votre société, il suffit de vous inscrire en quelques clics sur le portail dédié.

Ensuite, vous pouvez saisir directement votre facture ou la déposer au format pdf pour :

- gagner du temps ;
- économiser des frais d'impression, d'affranchissement et de stockage ;
- sécuriser vos transmissions de documents ;
- suivre l'avancement du traitement de vos factures ;
- constituer une preuve acceptée par l'administration fiscale ;
- bénéficier d'un délai de paiement plus rapide.

Vous trouverez toutes les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures sur le site <https://chorus-factures.budget.gouv.fr>.

**A noter que pour le traitement de vos factures dématérialisées, il sera impératif de faire figurer lors de la saisie ou du dépôt d'une facture sur le portail « Chorus Factures » :**

- le numéro d'engagement juridique sur 10 caractères (référence interne de la commande ou du marché) : **XXXXXXXXXX**
- le numéro du service exécutant sur 10 caractères (service de l'État en charge du traitement de votre facture) : **FAC0000080**

L'obligation pour les fournisseurs de transmettre leurs factures sous forme électronique concernera les contrats en cours d'exécution et les futurs contrats, selon l'échéancier suivant:

- Au 1er janvier 2017 : pour les grandes entreprises et les personnes publiques
- Au 1er janvier 2018 : pour les entreprises de taille intermédiaire
- Au 1er janvier 2019 : pour les petites et moyennes entreprises
- Au 1er janvier 2020: pour les microentreprises

Dans le cas où vous ne seriez pas encore en capacité de dématérialiser vos factures via le portail "Chorus Factures", je vous informe que vos factures "papier" devront exclusivement être transmises à l'adresse de facturation suivante:

CNTFE  
SERVICE EXECUTANT FAC0000080  
CS 80168  
53102 MAYENNE CEDEX

Dans les deux cas, envoi dématérialisé ou papier, la facture (conforme à la DPGF) comportera obligatoirement les indications suivantes :

- le numéro d'identification professionnelle du titulaire (Siret)
- le numéro de TVA intracommunautaire
- la référence du présent marché
- le numéro d'engagement juridique (EJ) figurant sur la page de garde du présent contrat
- les prestations réalisées
- le montant € HT

- la TVA
- le montant € TTC

Les factures partielles ne sont pas recevables.

### 4.3 Paiement

Le règlement est effectué par virement au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire à l'article 4.4.

Le paiement intervient dans un délai global de **trente (30) jours** à compter de la date de réception de la facture ou de l'effectivité du service fait.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires en application de l'article 98 du Code des marchés publics ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40 euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La société d'affacturage à laquelle le titulaire déciderait de recourir dans le cadre du présent marché doit obligatoirement respecter les dispositions contractuelles de ce marché notamment celles relatives aux conditions de paiement.

Il appartient au titulaire de veiller à la stricte application des clauses contractuelles.

### 4.4 – Cession ou nantissement de créance

Conformément à la loi 81.1 du 2 janvier 1981 modifiée, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du présent contrat par un établissement de crédit doit être notifié au comptable assignataire des paiements :

Direction régionale des finances publiques  
Monsieur le Directeur régional des finances publiques  
22, rue de l'Amiral Courbet  
BP 2613  
80 026 Amiens cedex 01

Les sommes dues au prestataire sont versées au compte bancaire suivant :

Titulaire : .....  
Domiciliation : .....  
Code banque: .....  
Code guichet : .....  
N° de compte : .....  
Clé : .....  
**(Joindre un R.I.B./R.I.P.)**

En cas de groupement d'entreprises, indiquer page 4 du présent contrat si le paiement est réparti ou non entre les membres du groupement. Dans l'affirmative, indiquer la répartition entre les membres du groupement, renseigner les références bancaires ci-dessous et joindre les RIB/RIP de chacun des membres :

Titulaire : .....  
Domiciliation : .....  
Code banque : .....

Code guichet : .....  
N° de compte : .....  
Clé : .....  
**(Joindre un R.I.B./R.I.P.)**

*NB : si le groupement comprend plus de deux membres, reproduire cette page en autant d'exemplaires que nécessaire.*

## **ARTICLE 5- DELAIS D'EXECUTION**

### **5.1 - Délai(s) d'exécution des travaux**

La date de réception des travaux est fixée au 30 novembre 2015 pour tous les lots.

La notification vaut ordre de service.

### **5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans les délais d'exécution des travaux.

## **ARTICLE 6 - RÉCEPTION DES TRAVAUX**

La réception des travaux intervient à l'issue du chantier après remise en état des lieux.

## **ARTICLE 7 - MONTANT DU MARCHÉ**

Les prestations sont rémunérées par application du prix global et forfaitaire qui s'élève à :

Montant en euros hors taxes.....

Soit en toutes lettres :

.....  
.....

## **ARTICLE 8- AVANCE FORFAITAIRE**

Conformément à l'article 87 du code des marchés publics, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé, sous réserve des dispositions du III de l'article 87 et de celles de l'article 115 à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % des montants mentionnés à l'article 88.

Le titulaire **ACCEPTE REFUSE** de percevoir l'avance forfaitaire. (Attention, partie à renseigner)

**Dans le cas où le titulaire ne renseignerait pas cette rubrique, il ne sera pas versé d'avance.**

## **ARTICLE 9– DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS PAR LE PRESTATAIRE**

Le prestataire doit fournir, dans les délais indiqués ci-après, les documents visés dans les articles du présent marché :

| Désignation                                                                       | Délais                                                                                                                                                                  |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Copie de la police d'assurance et des attestations annuelles fiscales et sociales | Dès la demande par la lettre d'information au candidat retenu et tous les six mois via la plateforme <a href="http://www.e-attestations.com">www.e-attestations.com</a> |

## **ARTICLE 10 - PENALITES**

### **10.1 Obligations**

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat et de strict respect des délais d'intervention pour l'exécution des prestations.

Il sera fait application des pénalités prévues à l'article 14 du CCAG/FCS.

### **10.2 Lutte contre la concurrence sociale déloyale et le travail dissimulé**

Une pénalité peut être appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à 5 du code du travail.

Le montant des pénalités applicables est égal au plus à 10 % du montant du contrat dans la limite du montant des amendes encourues.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur pourra soit appliquer les pénalités soit rompre le contrat sans indemnités aux frais et risques du titulaire.

En outre, en application de la loi n° 2014-790 du 10 juillet 2014, des dispositifs de vigilance en matière de salariés détachés, d'hébergement collectif, de sous-traitance, de paiement des salaires sont créés.

### **10.3 Réfaction**

Dans le cas où les interventions exécutées ne correspondraient pas aux résultats attendus, le prestataire se verra appliquer sur les prix correspondants une réfaction du prix calculée en pourcentage. Celui-ci est déterminé par la personne responsable du marché qui aura convoqué au préalable le prestataire pour être entendu.

## **ARTICLE 11 - RESILIATION**

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés en page 4 du présent contrat, le SCN peut résilier le contrat aux torts du prestataire.

Dans l'hypothèse où le titulaire manquerait de façon répétée à ses obligations contractuelles, le SCN pourra résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions prévues au chapitre VI du CCAG-FCS.

En cas de non-remise sur la plateforme [www.e-attestations.com](http://www.e-attestations.com), d'inexactitude des documents et des renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics, le SCN pourra résilier le marché aux torts du titulaire.

**Enfin, après mise en demeure restée infructueuse, en application de l'article 13 du présent contrat, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D8222-5 à 8 du code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le prestataire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.**

## **ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE**

### **12.1 Déclaration de sous-traitance dès la remise de l'offre**

*Conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n°75-1334 du 31 juillet 1975 relative à la sous-traitance modifiée par la loi MURCEF du 11 décembre 2001, le candidat qui connaît à ce stade de la procédure le nom du sous-traitant, la nature et le montant des prestations sous-traitées, **doit**, lors de sa soumission, indiquer au maître d'ouvrage la nature et le montant des prestations qu'il envisage de faire exécuter par des sous-traitants, ainsi que les noms de ces sous-traitants.*

Dans ces conditions, **le candidat ne complètera les rubriques ci-après**, en distinguant les sous-traitants ayant droit au paiement direct (prestations sous-traitées pour un montant égal ou supérieur à 600 € TTC) de ceux n'y ayant pas droit (prestations sous-traitées pour un montant inférieur à 600 € TTC), **que si, et seulement si, il connaît, au moment de la remise de l'offre, l'ensemble des renseignements suivants : le nom du ou des sous-traitant(s), la nature et le montant des prestations que chacun d'eux exécutera à la place du titulaire.**

LE TITULAIRE :  
- Envisage de sous-traiter  
- N'envisage pas de sous-traiter (1)

L'(les) annexe(s) au présent document indique(nt) :

- la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par un ou des sous-traitant(s) ;
- le nom du ou des sous-traitant(s) et les conditions de paiement du sous-traité.

Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximum de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du sous-traité, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché. Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du sous-traité.

(1) Rayer la mention inutile

Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter, conformément à cette ou ces annexe(s) est de :

| Sous-traitant                              | Nature des Prestations | Montant sous-traité<br>€ H.T. |
|--------------------------------------------|------------------------|-------------------------------|
|                                            |                        |                               |
|                                            |                        |                               |
|                                            |                        |                               |
|                                            |                        |                               |
| Total € H.T. des prestations sous-traitées |                        |                               |

Ce montant est décomposé comme suit :

- montant total pour les sous-traitants payés directement (montant du marché de sous-traitance égal ou supérieur à 600 € TTC par sous-traitant) : ..... € HT

- montant total pour les sous-traitants non payés directement (montant du marché de sous-traitance inférieur à 600 € TTC par sous-traitant) : ..... € HT

## 12.2 Déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché

Si le candidat n'est pas en mesure de fournir l'ensemble des renseignements ci-dessus dès le stade de la remise de l'offre, il ne doit pas renseigner les rubriques ci-dessus ni l'acte spécial de sous-traitance.

Cependant, il lui sera possible, en cours d'exécution du marché, de faire appel à des sous-traitants (ou à de nouveaux sous-traitants), à condition d'avoir satisfait au préalable les obligations suivantes :

- Le titulaire doit déclarer son ou ses sous-traitants au maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article 114 du Code des marchés publics ;

-

Le maître d'ouvrage doit avoir accepté et agréé leurs conditions de paiement.

## ARTICLE 13– DOCUMENTS A REMETTRE

### 13.1 Attestations d'assurance

Le titulaire est responsable de l'ensemble des dommages qui peuvent être causés à toutes personnes ou à tout bien, appartenant au SCN ou à des tiers, du fait de sa présence sur le site.

Le titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance souscrite auprès d'une compagnie d'assurances ayant le droit d'exercer en France et garantissant sa responsabilité civile à l'égard du SCN, de son personnel et des tiers en cas d'accident ou de dommage corporel, matériel et immatériel, consécutif ou non, causé durant l'exécution des prestations objet du présent contrat ou du fait de sa présence sur le site.

Une copie de la police d'assurance et des attestations annuelles correspondantes doit être remise par le titulaire au SCN dans un délai défini par le SCN dans la lettre d'information au candidat retenu.

En outre, une attestation d'assurance décennale est exigée dans le cadre de travaux.

## 13.2 Attestations des articles D. 8222-5 à 8 du code du travail

### 13.2.1 Titulaire établi en France

En application de l'article D. 8222-5 du code du travail, le titulaire doit communiquer au SCN, à la demande de ce dernier, tous les **six (6) mois** jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les attestations suivantes:

1° Dans tous les cas, les documents suivants :

a) Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de **six (6) mois**;

b) Une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du 2° ;

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants:

a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;

b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

3° Lorsque le cocontractant emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1.

La non remise de ces documents peut entraîner la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 10 du présent contrat.

### 13.2.2 Titulaire établi à l'étranger

En application de l'article D. 8222-7 du code du travail, le titulaire doit communiquer au SCN, à la demande de ce dernier, tous les **six (6) mois** jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les attestations suivantes:

1° Dans tous les cas, les documents suivants :

a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;

b) Un document attestant la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CEE) n° 1408 / 71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois ;

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre ;

3° Lorsque le cocontractant emploie des salariés pour accomplir une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 ou de documents équivalents.

Les documents ou attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française, conformément à l'article D.8222-8 du Code du travail.

La non remise de ces documents peut entraîner la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 11 du présent contrat.

#### **ARTICLE 14 - CHANGEMENT DANS LA STRUCTURE DE L'ENTREPRISE**

Le prestataire doit obligatoirement notifier au SCN tout changement concernant l'identification du prestataire (ex: raison sociale ou dénomination sociale, siège social,...) ainsi que toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent contrat une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. Le SCN se réserve le droit de résilier, dans un délai de **deux (2) mois** après cette notification, le présent contrat sans être tenu au paiement d'une indemnité. Il est de même de tout projet de fusion et d'absorption.

Cette clause étant une condition expresse, toute inobservation peut entraîner la résiliation immédiate du contrat sur simple notification par lettre recommandée sans autre formalité et indemnité.

#### **ARTICLE 15 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Le prestataire doit obligatoirement informer le SCN dès le prononcé du tribunal de toute procédure de redressement ou de mise en liquidation judiciaire dont son entreprise fait l'objet. Le prestataire transmet par la suite au SCN la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Cette clause étant une condition expresse, toute inobservation peut entraîner la résiliation immédiate du marché sur simple notification par lettre recommandée sans autre formalité et indemnité.

## **ARTICLE 16 - LITIGES**

Tout litige pouvant survenir à l'occasion du présent marché est soumis au tribunal administratif d'Amiens, seul compétent.

## **ARTICLE 17 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Ce contrat ne comporte aucune dérogation aux documents généraux.

|                                                                                                                                                      |                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| <b>Fait en un seul original</b><br>A, le<br><br>L'entreprise<br>(nom prénom et qualité du signataire)<br><br><br>Cachet de l'entreprise et signature | A Compiègne, le<br><br><br>Le directeur du service à compétence nationale, |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|

### **NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE**

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie du marché au titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans la partie inférieure l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire. En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie du présent marché,

A , le

Signature

Coller ici l'avis de réception postal

**ACTE DE SOUS-TRAITANCE  
AU CONTRAT**

**(A renseigner lors de la remise de l'offre si le sous-traitant est présenté  
à ce moment de la procédure)**

ou  
**ACTE SPÉCIAL**

**Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du  
contrat de sous-traitance.**

***MODE D'EMPLOI***

L'acte spécial est à remplir par le titulaire ou le candidat. Si le sous-traitant est présenté au moment de l'offre, ce document est renseigné lors de la remise de l'offre. Si le sous-traitant est présenté en cours de contrat, ce document est adressé à la personne publique par lettre recommandée avec accusé de réception ou remis contre récépissé.

Il est rappelé que lorsque le sous-traitant réalise au moins **600 € TTC** de prestations, celui-ci est réglé directement par le SCN, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975.

**1 – Pouvoir adjudicateur :**

Service à compétence nationale des musées et domaine nationaux des châteaux de  
Compiègne et Blérancourt  
Place du Général de Gaulle  
60 200 Compiègne  
Téléphone: 03 44 38 47 00  
Fax: 03 44 38 47 01

**2 - Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des  
marchés publics :**

Monsieur Emmanuel Starcky, Directeur du SCN, nommé par arrêté du 12 mai 2005

**3 - Comptable assignataire :**

Monsieur le Directeur régional des finances publiques de la Somme  
22, rue de l'Amiral Courbet  
BP 2613  
80 026 Amiens Cedex 01

**4 – Objet du marché:**

Travaux de rénovation d'un logement de fonction  
Lot 2 : Electricité

**5 – Numéro du marché: 2015-11**

(Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.)

x Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

- .....

x Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

- x Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct (*article 115 du code des marchés publics, paiement direct à partir de 600 € TTC*):  
(Cocher la case correspondante.) NON OUI

## **8 – Nature et prix des prestations sous-traitées:**

- x **Nature des prestations sous-traitées:**  
(décrire succinctement les prestations qui seront réalisées par le sous-traitant)

- x *Montant maximum des sommes à verser au sous-traitant:*

- Taux de la TVA:.....
- Montant maximum HT:.....
- Montant maximum TTC:.....

- x Modalités de variation des prix et mois d'établissement des prix :

Les prix sont fermes.

Le mois d'établissement des prix est le mois de septembre 2015.

## **9 – Conditions de paiement:**

- x Compte à créditer ouvert au nom de: .....  
Banque, Trésorerie ou C.C.P. : .....  
Code banque : .....  
Code guichet : .....  
N° de compte : .....  
Clé RIB : .....  
(Joindre un R.I.B/R.I.P.)

- x Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance:

Identiques à celles du titulaire

- x Moment, modalités de calcul et de versement des avances et acomptes:

- x Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance:      NON    OUI  
(Entourer le choix)

## **10 – Nantissement ou cession de créance**

Dans les conditions prévues par la loi 81-1 du 2 janvier 1981 modifiée, le sous-traitant peut nantir ou céder sa créance auprès d'un établissement de crédit. Le comptable assignataire des paiements en reçoit notification à l'adresse suivante:

Monsieur le Directeur régional des finances publiques de la Somme  
22; rue de l'Amiral Courbet  
BP 2613  
80 026 Amiens cedex 1

## 11 – Capacités du sous-traitant:

Récapitulatif des pièces demandées par le SCN dans le règlement de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières:

- .....
- .....
- .....
- .....
- .....
- .....

## 12 – Attestations sur l'honneur du sous-traitant (suivant les articles 43 et 44 du code des marchés publics):

Tout sous-traitant qui fait une fausse déclaration encourt les peines prévues par l'article 441-1 du code pénal, pour faux ou usage de faux.

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

### a) *Condamnation définitive* :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre État de l'Union européenne ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

### b) *Lutte contre le travail illégal* :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre État de l'Union européenne ;
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) *Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés* : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) *Liquidation judiciaire* : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) *Redressement judiciaire* : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par

un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord- cadre ;

f) ***Situation fiscale et sociale*** : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) **que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.**

### **13 – Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant:**

LE CANDIDAT OU LE TITULAIRE PRESENTE LE SOUS-TRAITANT DESIGNÉ CI-DESSUS AINSI QUE LES CONDITIONS DE PAIEMENT AU PROJET DE SOUS-TRAITE.

FAIT EN UN SEUL ORIGINAL

L'acte de sous-traitance doit être signé par le candidat ou le titulaire et par le sous-traitant.

|                                                                                   |   |      |
|-----------------------------------------------------------------------------------|---|------|
| (Indiquer le lieu et la date)                                                     | A | , le |
| (Nom, prénom et qualité du signataire) <b>l'entreprise candidate ou titulaire</b> |   |      |
| (Cachet de l'entreprise)                                                          |   |      |
| (Signature)                                                                       |   |      |

|                                                                |   |      |
|----------------------------------------------------------------|---|------|
| (Indiquer le lieu et la date)                                  | A | , le |
| (Nom, prénom et qualité du signataire) <b>le sous-traitant</b> |   |      |
| (Cachet de l'entreprise)                                       |   |      |
| (Signature)                                                    |   |      |

**LA PERSONNE PUBLIQUE**  
**ACCEPTE LE SOUS-TRAITANT ET AGREE SES CONDITIONS DE PAIEMENT**  
**(Les deux cadres ci-dessous ne sont renseignés que lorsque la sous-traitance**  
**intervient en cours de contrat, en effet, la notification du contrat emporte acceptation**  
**du sous-traitant présenté au moment du dépôt de l'offre et agrément de ses conditions**  
**de paiement.)**

A Compiègne, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur:

**14 – Notification de l'acte spécial au titulaire**

(Ne concerne que les déclarations de sous-traitance réalisées après la notification du marché.)

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'acte à son destinataire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre l'avis de réception postal daté et signé du titulaire. En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification une copie du présent acte spécial:

A \_\_\_\_\_ le,  
(Nom, Prénom et qualité du candidat ou du titulaire)

(Signature)

(Cachet de l'entreprise du signataire)